



News factory

Une si coûteuse hérésie

Une fois de plus, l'État exige des économies. Le SNJ déplore cette nouvelle défaillance de l'actionnaire unique. Il condamne aussi l'hypocrisie de la présidence de France Télévisions : cette dernière annonce des coupes dans les programmes au lieu de mettre fin à de nombreuses gabegies financières et humaines. Exemple avec la news factory.

"Les rédactions doivent se préparer à finir l'année en apnée". Ce propos prêté à un membre de la direction interroge. De quelles rédactions parle-t-on ? Des rédactions des réseaux régionaux et ultramarins qui doivent "sortir" un journal le samedi avec deux équipes de reportage ou bien d'une rédaction en droit de mobiliser jusqu'à 100 tournages pour produire un 20 heures ?

Depuis le passage à l'entreprise unique en 2009, les dirigeants de l'information nationale de France télévisions révèrent un mythe fondateur mensonger : fusionner des rédactions autonomes composées de journalistes artisans en une news factory peuplée de petites mains et de gros égos génèrerait mécaniquement de substantielles économies.

Tutelle, administrateurs, parlementaires, tous ont voulu croire à ce bobard, à cette promesse de synergies.

Les faits sont têtus. Le coût humain de cette hérésie éditoriale a explosé sans faire pour autant baisser le nombre des ETP qu'elle mobilise. Allier le gâchis des talents, à la gabegie financière, constitue une forme de prouesse et un bon prétexte pour un actionnaire avide d'économies.

Trop heureux de pouvoir pointer du doigt les zones de gras que génère ce mode de gestion, l'Etat, bafouant une nouvelle fois ses engagements, s'apprête à réduire le budget de France télévisions.

À qui la faute ?

Placarder entraîne des coûts humains mais aussi financiers. Il faut bien remplacer les interdits du 20 heures, les "trop âgées" pour passer à l'antenne, les "trop moches" pour incarner l'actu. Quand la défense du métier est moquée comme une vaine résistance au changement, le recours aux précaires s'emballa et avec lui le total des dépenses.

Alors, finis les inutiles plateaux en extérieurs ? Abandonnée la mise en concurrence des correspondants régionaux ? Terminée la politique des "éléments" chronophage et déqualifiante ?

C'est tout l'édifice de la direction de l'information qui doit être repensé à commencer par le ratio entre encadrants et reporters, la relation entre services et éditions, la part consacrée aux faits et celle réservée aux commentaires.

Acculée, la direction en vient à externaliser les tournages. Remplacer le droit du travail par celui du commerce ne réduira pas les coûts de production. L'ubérisation n'est pas la solution.

Paris, le 5 octobre 2017

SNJ France Télévisions

Pièce D 142 – e-mail : snj@francetv.fr

Raoul Advocat : 06 22 69 30 14 – Muriel Demguilhem : 07 77 00 70 56 – Serge Cimino : 06 17 55 53 82

Anne Guille : 06 79 47 39 25 – Didier Givodan : 06 72 83 76 85

Retrouvez-nous sur : Twitter [@SNJ_FTV](https://twitter.com/SNJ_FTV) et Facebook : [Sni.ftv1](https://www.facebook.com/Sni.ftv1)